

Moins de sous pour l'armée

Article rédigé par *Le Salon Beige*, le 12 avril 2022

Source [Le Salon Beige] : Le gouvernement ampute le budget des armées de 346 millions d'euros, correspondant au coût de l'accueil des réfugiés ukrainiens

A l'heure où tous les gouvernement d'Europe ont compris que le "retour du tragique" était une réalité et [décident](#) d'augmenter le budget des armées, le gouvernement français décide de l'amputer avec la promesse habituelle mais jamais tenue de lui restituer ce montant...après la crise. Ce prélèvement est la part du ministère des armées au plan résilience lié à la crise ukrainienne. En définitive, l'accueil de réfugiés ukrainiens en France coûte à nos armées:

Allemagne, Belgique, Espagne, Estonie, Italie, Pologne... En réaction à l'invasion de l'Est de l'Ukraine par la Russie, ces pays [et d'autres] ont en commun d'avoir tous annoncé des hausses significatives de leurs dépenses militaires pour les porter – parfois -au-delà des 2% de leur PIB au plus vite. « Nécessité fait loi », dit-on...

Avec un budget de la Défense annoncé à 40,9 milliards d'euros en 2022, la France se tient pour le moment à l'écart de ce mouvement, campagne présidentielle oblige...(…)

En attendant le verdict des urnes, le ministère des Armées sera mis à contribution pour financer une partie du « plan résilience », que le Premier ministre, Jean Castex, a dévoilé le 12 mars.

Celui-ci, d'un montant de 5,95 milliards d'euros, vise à amortir le choc économique provoqué par l'invasion de l'Ukraine, via notamment une remise sur les carburants de l'ordre de 15 à 18 centimes par litre [pour trois milliards] et des aides « ciblées » aux entreprises et aux activités [agriculture, pêche, transports, BTP] mises en difficulté en raison de la hausse du coût de l'énergie, pour 1,5 milliard d'euros. Enfin, une enveloppe de 400 millions d'euros servira à l'accueil des réfugiés ukrainiens [dont 100'000 sont attendus].

Étant donné que les travaux du Parlement sont suspendus en raison des élections à venir, le gouvernement a pris un « décret d'avance », lequel permet l'ouverture de crédits en cas d'urgence [dans la limite de 1% de ceux ouverts en loi de finances initiale, ndlr], à la condition qu'ils soient gagées par des recettes supplémentaires [dans le meilleur des cas] ou des annulations de crédit.

Retrouver l'intégralité de l'article en cliquant ici :

<https://www.lesalonbeige.fr/le-gouvernement-ampute-le-budget-des-armees-de-346-millions-deuros-correspon>